Les députés des Alpes-Maritimes sous la Cinquième République : si loin de la Méditerranée ? (1958-2016)

Bertrand Gasiglia

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/10526>

DOI : 10.4000/cdlm.10526

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 49-66

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Bertrand Gasiglia, « Les députés des Alpes-Maritimes sous la Cinquième République : si loin de la Méditerranée ? (1958-2016) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 96 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/10526> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.10526>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Les députés des Alpes-Maritimes sous la Cinquième République : si loin de la Méditerranée ? (1958-2016)

Bertrand Gasiglia

*Lauda la mar e ten ti en terra*¹.

La Méditerranée est devenue un lieu commun.

Mieux une accumulation de lieux communs².

- 1 Même si dans la tradition jacobine française les députés sont les représentants de la nation dans sa totalité³, leurs départements et leurs circonscriptions d'élection influent fortement sur les modes de recrutement, les discours, voire les pratiques politiques. Aussi, travailler sur les députés des Alpes-Maritimes sous la V^e République n'est-il possible qu'en se livrant à une mise en perspective à la fois historique, géographique et culturelle. Nous nous attacherons ainsi à retracer dans un premier temps l'histoire d'un département de création récente et dont les frontières ont connu des modifications importantes et des ajustements jusqu'au milieu du xx^e siècle⁴.
- 2 C'est pendant la Révolution française, en 1793, que naît le département des Alpes-Maritimes⁵ mais dans des frontières différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui⁶. En effet, à l'ouest, l'arrondissement de Grasse reste rattaché au département du Var, et à l'est la Principauté de Monaco⁷, la commune aujourd'hui italienne de San Remo et les vallées ligures font alors partie de ce nouveau département. À la chute du Premier Empire, les territoires situés à l'ouest du fleuve Var repassent sous le contrôle du roi de Piémont-Sardaigne⁸. Il faut attendre le Traité de Turin, signé le 24 mars 1860 entre Napoléon III et Victor-Emmanuel II, pour que le comté de Nice soit une nouvelle fois annexé à la France⁹. Divisé alors en un arrondissement de Nice et un arrondissement de Puget-Théniers qui sera supprimé en 1926¹⁰, et augmenté de l'arrondissement de Grasse détaché cette fois-ci du département du Var, le nouvel ensemble forme le département des Alpes-Maritimes. Néanmoins ses

frontières ne sont pas encore figées puisque l'Italie conserve, jusqu'à la signature du Traité de Paris le 10 février 1947, les communes de Tende et de La Brigue qui choisiront par référendum leur rattachement à la France, et des hameaux et territoires frontaliers des vallées de la Tinée et de la Vesubie¹¹.

- 3 Aussi, alors que les limites de la plupart des départements français sont restées inchangées depuis leur création, n'en est-il rien dans les Alpes-Maritimes. L'identité politique des habitants et de leurs élus s'est ainsi construite sur des bases mouvantes. La frontière matérialisée pendant des siècles par le fleuve Var, et qui divise encore aujourd'hui le département en deux arrondissements de populations de tailles quasi identiques, continue à imprégner les identités politiques¹². Comme l'écrit Michel Bottin :

Les Alpes-Maritimes sont multiples. L'histoire départementale le démontre avec évidence ; plusieurs départements ont porté ce nom [...]. Le département des Alpes-Maritimes présente la singularité d'avoir été soumis aux plus extrêmes variations. Dans l'histoire départementale française c'est un cas particulier ! Faut-il y voir un premier signe de la difficulté à définir l'espace Alpes-Maritimes ? Sans doute. Son histoire [...] donne à l'actuelle dénomination une dimension historique peu commune. Surtout pour une simple appellation de nature oro-hydrographique¹³.

- 4 Et dans l'ouvrage publié en 1993 sous la direction d'André Compan, Gilbert Croué et André Dauphiné on peut lire :

L'actuel département des Alpes-Maritimes ne possède pas de réelle unité historique [...]. L'absence d'une unité forgée par des siècles de vie commune explique le maintien de particularités locales, mais est équilibrée par le poids de plusieurs facteurs physiques et culturels¹⁴.

- 5 Cette absence d'unité historique se retrouve dans la production scientifique consacrée aux Alpes-Maritimes. Comme le souligne Christine Pina,

[...] si les départements du Var ou des Bouches-du-Rhône ont donné lieu à de nombreuses publications de chercheurs, il en est tout autrement dans les Alpes-Maritimes, en particulier en science politique¹⁵.

- 6 En effet, les études d'ensemble restent très fortement centrées sur le seul territoire de Nice et de l'ancien comté de Nice. Il n'existe ainsi aucun ouvrage récent d'histoire des Alpes-Maritimes¹⁶ et il faut se contenter pour la partie non comtadine du département d'analyses parcellaires et disparates¹⁷.

- 7 À cette histoire tourmentée viennent se superposer de forts mouvements d'immigration¹⁸ à partir notamment des années 1930 et qui ont été accentués au lendemain de la seconde guerre mondiale et avec le processus de décolonisation. Cette dynamique migratoire, associée au développement d'un tourisme de masse, a conduit à une définition et à une représentation cosmopolite du territoire maralpin¹⁹.

- 8 Le regard porté par l'observateur extérieur est bien souvent concentré sur la seule bande littorale. Les Alpes-Maritimes sont ainsi fortement associées, et souvent confondues, avec la Côte-d'Azur et le tourisme de masse²⁰. Or, cette vision très centrée sur la seule bordure méditerranéenne ne permet pas de prendre en compte la complexité du territoire maralpin. D'abord, les limites de la pourtant mondialement connue Côte-d'Azur ne sont pas clairement définies. Elles débordent celles du seul département des Alpes-Maritimes et ce depuis son invention par Stéphane Liegeard en 1887²¹. Et, d'autre part, limiter le département à sa seule façade littorale est par trop réducteur. Une particularité du département est la très forte concentration de la population sur une bande littorale étroite. C'est ainsi que près de 66 % de sa population

vit dans une commune du littoral²² et ce pourcentage monte à près de 90 % si l'on prend en compte les communes situées à moins de dix kilomètres du littoral²³. On estime ainsi que 80 % de la population vit sur 20 % du territoire²⁴.

- 9 En outre, l'économie est fortement tournée vers l'activité touristique. C'est ainsi que l'emploi lié au tourisme représente 9 % de l'emploi total dans les Alpes-Maritimes contre seulement 3 % au plan national²⁵. Et l'on observe une très forte attractivité du littoral puisque selon les données fournies par le Comité régional du tourisme²⁶, 95 % de la clientèle touristique est concentrée sur le littoral et le proche littoral.
- 10 On pourrait alors être tenté de réduire le département des Alpes-Maritimes à sa seule dimension méditerranéenne. Ce serait commettre un contresens tant historique que culturel. En effet, les identités montagnardes et rurales restent des marqueurs forts. Le département se caractérise ainsi par la présence d'un haut et d'un moyen pays définis par rapport au littoral, et qui représentent près de 80 % de la superficie du territoire maralpin.
- 11 Lors du rattachement de 1793 à la France, le rédacteur du rapport soumis à la Convention voyait dans le comté de Nice un territoire faisant pleinement partie du massif alpin :

L'ancien comté de Nice est réuni tout entier à la France, la grande majorité des communes a exprimé sa volonté souveraine. La manière favorable dont nous traiterons tous ces nouveaux pays de la liberté, ne fera qu'affectionner invinciblement à la République, *les intrépides habitants des hautes montagnes ; et les rendre plus sûrement les inexpugnables gardiens des défilés dont nous chasserons bientôt les troupes esclaves du tyran du Piémont. Ainsi les Alpes, dans leur immense étendue, seront au pouvoir de la France, et formeront à l'Orient, sa majestueuse barrière.*

- 12 Signe complémentaire de la vision montagnarde du nouveau territoire par la France, il est fait appel à des personnels venus de l'actuelle Savoie pour administrer le nouveau département. Ce sont ainsi « deux des commissaires de la Convention nationale dans le département du Mont-Blanc, [qui] se transporteront dans celui des Alpes-Maritimes, pour présider à l'organisation provisoire de ce département, indiquer le nombre et les localités des districts, et prendre toutes les mesures préalables à cet effet ».
- 13 L'attachement au moyen et au haut pays constitue encore une caractéristique forte des habitants des Alpes-Maritimes qui aiment à évoquer le village familial, qui préfèrent souvent posséder un appartement à la montagne ou une maison secondaire à la campagne plutôt qu'un appartement au bord de la mer²⁷. Il faudra ainsi attendre l'arrivée des hivernants anglais, puis celle des rapatriés d'Afrique du Nord pour que se développe la pratique des bains de mer²⁸.
- 14 C'est cette problématique d'un département alpin avant d'être maritime qui sous-tend notre approche et notre analyse des députés des Alpes-Maritimes sous la V^e République. Nous posons le postulat que les élus, mêmes parlementaires, sont à l'image de leur territoire ou qu'à tout le moins ils tendent à essayer de renvoyer d'eux une image qui serait conforme à la représentation faite de ce territoire.
- 15 Nous verrons ainsi dans un premier temps les différentes limites des circonscriptions législatives depuis le début de la V^e République. Nous verrons leurs évolutions dans le temps au fil des différents découpages. Nous appréhenderons les conséquences de ces découpages électoraux sur le recrutement des députés, sur leurs prises de positions et sur l'organisation de leur travail parlementaire. Nous nous attacherons ensuite à présenter les résultats d'une approche prosopographique des députés qui se sont

succédé afin de montrer s'il existe des spécificités des députés des Alpes-Maritimes par rapport à l'ensemble des députés français et si les traits s'inscrivent ou non dans la vision parfois stéréotypée que l'on peut observer des élus méditerranéens.

Les limites des circonscriptions électorales

- 16 À l'heure où nous écrivons ces lignes, les limites des circonscriptions législatives dans les Alpes-Maritimes ont été modifiées à trois reprises sous la V^e République²⁹, suivant en cela le processus engagé et mis en place au plan national.
- 17 À la fondation de la V^e République en 1958 par le général de Gaulle, un premier découpage a été effectué afin de permettre l'élection des députés au scrutin majoritaire alors que sous le régime précédent les députés étaient élus à la proportionnelle³⁰. En 1986³¹, revenant sur l'instauration de l'élection des députés au suffrage proportionnel par François Mitterrand en 1985, la majorité de droite issue des élections législatives a procédé à un nouveau découpage des circonscriptions. Enfin, le dernier découpage a été effectué en 2010³² notamment pour adapter les limites des circonscriptions à l'évolution démographique des territoires.

Tableau 1. évolution des limites des circonscriptions législatives entre 1958 et 2016

1958-1986

1988-2007

depuis 2012

Sources : Bernard Gaudillère (*Atlas historique des circonscriptions électorales françaises*, Genève, Droz, 1995) et Conseil départemental des Alpes-Maritimes (SIG).

- 18 La lecture de ces trois cartes laisse apparaître que malgré les modifications substantielles apportées, et notamment le passage en 1986 de six à neuf circonscriptions, des caractéristiques fortes se retrouvent tout au long des décennies.
- 19 Dans un premier temps, on pourra noter la progression constante du nombre de circonscriptions sans débouché maritime. En 1958, les six circonscriptions bordaient toutes la Méditerranée. En 1986, une seule circonscription en est exclue (la 9^e circonscription). Lors du dernier découpage de 2010, ce sont trois circonscriptions (les 2^e, 3^e et 9^e) qui n'ont aucun débouché maritime. Néanmoins la mer n'est jamais loin.
- 20 Ces découpages orientés nord/sud répondent à la nécessité de rattacher les territoires du moyen et du haut-pays, peu densément peuplés, à la zone littorale où les populations sont beaucoup plus nombreuses. Il s'agit en effet de respecter un nécessaire équilibre démographique entre les circonscriptions³³. Les découpages est/ouest ne se retrouvent que dans la partie occidentale du département (5^e circonscription en 1958 et 8^e circonscription en 1986 et 2010) et sur le territoire de la commune de Nice en 2010 (1^{re} et 3^e circonscriptions).
- 21 Enfin, dans le même objectif de respecter les équilibres démographiques, les circonscriptions sont constituées généralement de communes urbaines et de communes rurales. Les seules exceptions sont les 1^{re} et 5^e circonscriptions en 1958, les 1^{re}, 2^e et 8^e circonscriptions en 1986 et enfin seule la 1^{re} circonscription en 2010 n'est qu'une circonscription urbaine composée exclusivement des quartiers de la commune de Nice.

Tableau 2. Synthèse des caractéristiques géographiques des circonscriptions législatives

	Circonscriptions ayant un débouché maritime	Circonscriptions orientées nord-sud	Circonscriptions associant communes rurales et urbaines
1958	6/6	5/6	4/6
1986	8/9	8/9	3/9
2010	6/9	6/9	8/9

- 22 Si nous observons plus finement encore les cartes précédentes nous pouvons relever qu'en réalité seules un petit nombre de circonscriptions peuvent être réellement qualifiées de circonscriptions mixtes associant zones urbaines et rurales sur un même périmètre.

- Découpage de 1958 : 3^e, 4^e et 6^e circonscriptions. En effet, dans la 5^e circonscription le poids de la commune de Théoule-sur-Mer est très marginal par rapport aux autres communes urbaines (Antibes, Cannes, Le Cannet...). Il en est de même dans la 2^e circonscription avec la commune de Falicon. La 1^{re} circonscription n'étant elle composée que de bureaux de vote de la commune de Nice.
- Découpage de 1986 : 4^e, 5^e, 6^e et 7^e circonscriptions. Dans ce découpage, les communes de Théoule-sur-Mer (8^e circonscription) et Falicon (3^e circonscription) restent très marginales par rapport au reste de la circonscription très majoritairement urbaine (villes de Cannes et Mandelieu-la-Napoule pour l'une et de Nice et de La Trinité pour l'autre). La 1^{re} et la 2^e circonscriptions ne regroupant elles que des bureaux de vote de la commune de Nice.

- Découpage de 2010 : 2^e, 4^e, 5^e, 7^e et 9^e circonscriptions. La situation restant identique pour les 3^e et 8^e circonscriptions. La 1^{re} circonscription n'étant elle composée de nouveau que de bureaux de vote de la commune de Nice.
- 23 Ce sont ainsi la moitié des circonscriptions législatives des Alpes-Maritimes (12 sur 24) qui peuvent être véritablement qualifiées de circonscriptions mixtes. Ce chiffre reste élevé et démontre l'importance politique que revêtent le moyen et le haut pays. Cette organisation spatiale n'est pas sans incidence sur les recrutements des candidats et de leurs suppléants, sur les thématiques retenues et les orientations données aux campagnes électorales et sur les mobilisations de ressources spécifiques dans l'exercice du mandat de député.
- 24 Nous nous attarderons ici sur ce dernier point. Les députés de ces circonscriptions mixtes se doivent d'être physiquement présents dans les zones rurales et de montagne. Si les communes rurales éloignées de la façade maritime restent faiblement peuplées par rapport aux villes du littoral, leur nombre élevé demande un investissement personnel et une disponibilité importante. Le député se doit d'assister régulièrement aux moments forts de la vie villageoise que sont notamment les fêtes patronales (généralement durant la période estivale) et les cérémonies de vœux. Cette présence, qui se matérialise par le discours prononcé par le député en mairie, sous le chapiteau dressé pour l'occasion ou dans la salle polyvalente ou des fêtes, est perçue par l'électeur comme indispensable à l'exercice du mandat. On attend de son député qu'il soit présent dans ces moments importants de la vie villageoise et son absence est interprétée, au moment du renouvellement de son mandat, comme un élément stigmatisant.

Les caractéristiques des députés maralpins sous la Cinquième République

- 25 Une telle étude inscrite dans le temps impose des choix méthodologiques. Ainsi notre corpus n'est constitué que des seuls députés élus au scrutin majoritaire. Nous n'avons pas retenu les députés élus sous la 8^e législature (1986-1988) puisqu'ils l'ont été au suffrage proportionnel. Cette décision exclut du champ de notre étude deux députés qui n'ont été élus que pour cette législature. Il s'agit d'un député membre du Front National (Albert Peyron) et d'un député apparenté socialiste (Henri Fiszbin)³⁴. Nous n'avons pas retenu également les élus nommés en remplacement³⁵ de leurs titulaires (décédés ou devenus membres du gouvernement). Mais nous avons fait le choix d'intégrer dans le champ de notre travail les députés élus lors d'élections législatives partielles. Notre corpus se compose donc de 40 députés³⁶.
- 26 Ces députés ont été élus lors de 101 élections qui se décomposent ainsi : sept scrutins lors des élections générales de 1958 à 1981³⁷ qui ont permis l'élection de six députés à chaque législature, six scrutins de 1988 à 2012³⁸ au cours desquels neuf députés ont été élus et enfin cinq élections partielles qui ont eu lieu entre 1994 et 2016³⁹. Nous n'avons enfin pris en compte que les mandats obtenus sous la V^e République et dans le département des Alpes-Maritimes.
- 27 Trois députés élus à partir de 1958 étaient déjà parlementaires sous la III^e République pour deux d'entre eux (Jean Médecin⁴⁰ et Virgile Barel⁴¹) et sous la IV^e République pour le troisième (Léon Teisseire⁴²).

- 28 Pour les députés d'abord élus hors département, il s'agit de Diomède Catroux⁴³ et Olivier Giscard-d'Estaing⁴⁴. Enfin nous ne retiendrons pas les mandats exercés par Pierre Pasquini en Corse après qu'il eut effectué la première partie de sa carrière politique à Nice⁴⁵. Quant à Édouard Corniglion-Molinier, bien que natif des Alpes-Maritimes, il débuta sa carrière politique comme député de la Seine, et la poursuivra sous la IV^e République dans son département de naissance.
- 29 Il a fallu aussi procéder à des regroupements pour neutraliser les effets dus aux modifications des limites des circonscriptions électorales, aux professions renseignées par les députés qui ne sont que déclaratives ou aux évolutions des étiquettes politiques voire même des parcours politiques des députés eux-mêmes.
- 30 En comparant les données biographiques et sociologiques que nous avons collectées pour cette étude avec des travaux de portée nationale, nous avons voulu voir s'il existe ou non des particularités locales. Peut-on ainsi définir un modèle type du député méditerranéen ou bien celui-ci ne diverge-t-il que partiellement des parcours relevés à l'échelle du pays ? Nous avons notamment comparé les résultats obtenus à chaque fois que cela était possible et pertinent avec ceux publiés par Luc Rouban⁴⁶ ainsi qu'Abel François et Emiliano Grossman⁴⁷.

Une représentation féminine plus importante qu'au plan national

- 31 Une première approche sexuée montre que dans les Alpes-Maritimes la proportion de femmes élues députés est supérieure à celle relevée au plan national. En effet, sur les quarante députés recensés, sept, soit 21 %, sont des femmes alors qu'au plan national ce chiffre n'atteint que 8 %.
- 32 Si l'on inscrit cette approche sexuée dans le temps, on constate que depuis 1978, et la première femme élue dans les Alpes-Maritimes, la proportion de femmes élues lors des élections générales a toujours été supérieure à celle relevée au plan national (à l'exception de la XIV^e législature). Lors des 101 élections recensées, ce sont 15 femmes qui l'ont emporté soit lors de près d'une élection sur sept.

Tableau 3. Proportion de femmes élues lors des élections législatives générales

Date	Législature	France	Alpes-Maritimes
novembre 1958	I ^e législature	1,2 %	0
novembre 1962	II ^e	1,6 %	0
mars 1967	III ^e	2,2 %	0
juin 1968	IV ^e	1,7 %	0
mars 1973	V ^e	1,7 %	0
mars 1978	VI ^e	4,2 %	16 %
juin 1981	VII ^e	6,2 %	16 %
juin 1988	IX ^e	5,8 %	33 %
mars 1993	X ^e	6,4 %	22 %
mai/juin 1997	XI ^e	11,4 %	22 %

juin 2002	XII ^e	12,6 %	22 %
juin 2007	XIII ^e	17,6 %	22 %
juin 2012	XIV ^e	26,9 %	11 %

Origine géographique : la Méditerranée

- 33 Nous avons ensuite relevé les départements de naissance des députés. Nous constatons que la moitié d'entre eux sont nés dans le département des Alpes-Maritimes. Cette proportion est identique à celle relevée au plan national. Mais en outre, cinq députés sont arrivés dans le département dès l'enfance ou l'adolescence et deux au tout début de leur vie professionnelle. Cela porte ainsi la proportion à 67,5 % (27 députés sur 40).
- 34 Sept députés (soit 17,5 %), seulement, sont nés hors des limites du département ou l'ont rejoint à un âge plus avancé. Quatre d'entre eux ont débuté leur carrière électorale dans les Alpes-Maritimes et trois autres détenaient précédemment un mandat électoral dans d'autres départements⁴⁸. L'implantation de ces derniers dans le département s'inscrit dans un mouvement national de forte poussée électorale de la droite parlementaire (1962 pour le gaulliste Diomède Catroux, 1968 pour Olivier Giscard d'Estaing et 2002 pour Jérôme Rivière) mais n'a pas été confirmée par la suite puisque tous trois ont été battus lors du premier renouvellement suivant leur élection et n'ont plus jamais été élus.
- 35 Si nous élargissons notre recherche géographique, nous pouvons relever que trois députés sont nés en Corse⁴⁹ et dans les Bouches-du-Rhône⁵⁰. Trois autres ont vu le jour dans des territoires relevant alors de l'Empire colonial français (Tunisie⁵¹, Maroc⁵² et Algérie⁵³) et deux enfin sont nés certes à l'étranger, mais dans des pays du pourtour méditerranéen (en Espagne pour Michèle Tabarot⁵⁴ et en Italie pour Pierre Merli).
- 36 Ce sont ainsi les deux tiers des députés élus dans les Alpes-Maritimes pendant la période étudiée (26 sur 40) qui sont nés au bord de la Méditerranée.
- 37 Les électeurs des Alpes-Maritimes semblent ainsi peu enclins à voter pour des candidats venus d'autres horizons sans pour autant que le parachutage politique soit complètement absent des carrières parlementaires observées.

Une surreprésentation des cadres du secteur privé et des professions libérales

- 38 L'analyse des professions déclarées⁵⁵ par les députés des Alpes-Maritimes montre une surreprésentation des professions libérales (27,5 % contre 14 % au plan national) et des cadres du secteur privé (20 % contre 4 %). Si l'on rajoute la catégorie des médecins et des militaires ce sont 52,5 % des députés qui appartiennent à ces quatre catégories contre seulement 18,9 % au plan national.

Tableau 4. Professions déclarées par les députés

Profession	France	Alpes-Maritimes
Militaire	0,90 %	5 %

Médecin	7 %	5 %
Enseignant	11 %	17 %
Cadres du secteur privé	4 %	20 %
Fonctionnaire (hors enseignant)	14 %	20 %
Avocat	7 %	22,5 %

- 39 Ces données doivent être nuancées du fait de l'orientation très majoritairement à droite des députés du département des Alpes-Maritimes. Les données ainsi relevées sont à mettre en parallèle avec celles constatées pour les élus de sensibilité de droite républicaine au plan national et qui sont assez similaires. Dans le même esprit, on notera que sur les cinq députés de gauche recensés, quatre étaient d'anciens enseignants sur les sept que compte notre échantillon⁵⁶. Ces données rejoignent celles établies par Luc Rouban dans son étude.

Le poids des « filiations » politiques

- 40 S'il est une spécificité des élus des Alpes-Maritimes elle est à rechercher dans les processus de « transmission » du mandat parlementaire. La part des liens familiaux n'est pas négligeable. Ils peuvent être directs. C'est le cas de Jacques Médecin qui succède à son père Jean⁵⁷ comme député-maire de Nice et de Suzanne Sauvaigo qui, à la faveur d'un nouveau découpage des circonscriptions et à la suite du décès de son mari Pierre, devient député-maire de Cagnes-sur-Mer. Charles Ange Ginesy ne succèdera pas à la députation à son père qui lui était sénateur⁵⁸, mais il le remplacera comme maire de Péone-Valberg puis comme conseiller général du canton de Guillaumes. Jean-Paul Barety, député-maire de Nice au milieu des années 1990, après le départ de Jacques Médecin, est le neveu d'une importante figure politique, Léon Barety⁵⁹, qui sera avant la seconde guerre mondiale plusieurs fois députés, président du Conseil général et ministre de la III^e République.
- 41 Ainsi, ce ne sont pas moins de six députés (soit 15 % de notre échantillon) qui ont des liens de parenté directe soit entre eux⁶⁰, soit avec un sénateur ou un parlementaire ayant été élu précédemment.
- 42 Mais cet état de fait n'est pas propre aux Alpes-Maritimes. De véritables dynasties politiques, encore plus affirmées peut-être, existent ailleurs en France⁶¹ et ne se retrouvent pas seulement sur les bords de la Méditerranée⁶². Il faut aussi relever que les deux députés véritablement parachutés que furent Diomède Catroux et Olivier Giscard d'Estaing étaient eux-mêmes fils pour l'un et frère pour l'autre de parlementaires⁶³.
- 43 Ces liens familiaux peuvent prendre d'autres aspects. Nous avons ainsi relevé trois autres députés dont les pères ou le mari eurent antérieurement des responsabilités publiques importantes dans les Alpes-Maritimes. Le père de Rudy Salles, Lucien, était président de l'importante association Nice Opéra et particulièrement impliqué dans la vie culturelle de la cité azurée⁶⁴. Celui de Michèle Tabarot, Robert⁶⁵, fut élu conseiller municipal à Cannes au cours des années 1970 et créa les Maisons du Pied-Noir et de ses amis des Alpes-Maritimes qui jouèrent un rôle important auprès de l'influente communauté rapatriée. Quant à Muriel Marland-Militello, élue députée en 2002 et réélue en 2007, son mari, Philippe, fut préfet des Alpes-Maritimes quelques

années auparavant de 1995 à 1999⁶⁶. Mais dans ses documents électoraux, celle-ci préféra mettre en avant ses origines niçoises du côté de ses parents.

- 44 La filiation n'est pas que familiale. Elle peut revêtir une dimension plus politique et symbolique. Voyons d'abord les successions politiques qui se mettent en place lorsque le titulaire du mandat décide de ne pas se représenter et de proposer lui-même la candidature du candidat de son choix. Nous avons relevé quatre situations au cours des seules dernières années. En 1993, Gaston Franco devient député de la 5^e circonscription à la suite de Christian Estrosi qui le soutient très fortement pendant la campagne⁶⁷. Élu de cette circonscription en 1988, Christian Estrosi décide de changer de circonscription et de se présenter dans la 2^e. En 1997, Jean Leonetti, qui lui a déjà succédé comme premier magistrat d'Antibes lors des élections municipales de 1995, prend la succession de Pierre Merli comme député de la 7^e circonscription⁶⁸. Jacqueline Mathieu-Obadia, quant à elle, devient députée de la 2^e circonscription après la démission de Jacques Peyrat élu député en 1997 puis sénateur quelques mois plus tard en 1998 et qui devait alors se conformer à la loi sur le cumul des mandats. Dans son journal de campagne⁶⁹ elle écrit :

Notre maire Jacques Peyrat ayant été élu sénateur le 27 septembre dernier il convient de procéder à une élection législative partielle [...]. Depuis le mois de juin 1997, j'étais sa suppléante, j'ai pu ainsi mesurer l'importance du travail accompli [...]. Aujourd'hui j'ai la mission de me présenter devant vous pour lui succéder.

- 45 En 2001, Louise Moreau, alors députée de la 8^e circonscription, décède, entraînant ainsi une élection partielle dont sortira vainqueur Bernard Brochand. Celle-ci n'envisageait pas de se représenter et avait désigné le futur maire de Cannes comme son successeur. Enfin nous nous arrêterons sur une spécificité niçoise que constitue le terme de « bébé médecin »⁷⁰. En effet, en 1988, en application de la loi sur le cumul des mandats, Jacques Médecin alors député, maire et président du Conseil général, décide de ne pas se représenter à la députation et de soutenir très fortement trois jeunes membres de son équipe municipale. C'est ainsi que Martine Daugreilh⁷¹, Rudy Salles⁷² et Christian Estrosi⁷³ deviendront tous députés pour la première fois. Cette volonté peut s'analyser comme pratique « dynastique »⁷⁴. Cette pratique médeciniste est encore revendiquée par Christian Estrosi dans le soutien qu'il apporte à Marine Brenier lors des élections législatives partielles de juin 2016. Touché par le cumul⁷⁵, il choisit de démissionner de son mandat de parlementaire. Soutenant alors la candidature de son adjointe au maire, il déclare : « Comme il y a eu les bébés Médecin, il y a aujourd'hui les bébés Estrosi »⁷⁶.
- 46 Ce sont donc 19 députés sur les 40, soit près d'un sur deux, qui s'inscrivent dans des traditions politiques qui pourraient être qualifiées de dynastique, mais des dynasties qui prennent des formes variées.

Des députés très fortement ancrés à droite

- 47 Les députés élus dans les Alpes-Maritimes se caractérisent par leur très fort tropisme droitier. En effet, 35 députés sur les 40 élus (soit 87 % contre moins de 60 % au plan national) siègent ou ont siégé au sein d'un groupe politique de droite à l'Assemblée nationale.
- 48 Les quatre députés qui ont siégé dans des groupes socialistes ou apparentés ont été élus lors de scrutins très largement favorables à la gauche au plan national. C'est le cas en

1967 pour Paul Clérycy, en 1981 pour Jean-Hugues Colonna et Max Gallo et en 1997 pour André Aschieri. Ce dernier bénéficia en outre de la très forte division de la droite républicaine au premier tour puisque s'affrontèrent trois candidats⁷⁷ issus de la même famille politique ce qui entraîna leur élimination.

- 49 Preuve supplémentaire du caractère fortement conjoncturel de leur élection : aucun des députés de gauche ne sera réélu par la suite ni même, à l'exception notable d'André Aschieri, ne parviendra à mener une carrière politique durable dans les Alpes-Maritimes.
- 50 Il faut noter que le député-maire de Cannes Bernard Cornut-Gentille, sans jamais siéger ou se revendiquer de la gauche, bénéficia quant à lui en 1973 de l'absence de candidat socialiste au premier tour et d'un soutien implicite de la section locale du PS⁷⁸.
- 51 Enfin, un seul communiste fut élu député dans les Alpes-Maritimes pour la période étudiée ; il s'agit de Virgile Barel⁷⁹, figure historique de la vie politique azuréenne et qui bénéficia, aussi, de la bienveillance du pouvoir municipal médeciniste à Nice avec lequel il partageait une même tradition localiste et un même engagement antigaulliste.
- 52 Cet enracinement à droite des députés maralpains confirme les analyses d'Hervé Barelli sur l'identité politique niçoise⁸⁰ et de Joseph Martinetti sur la vie politique dans les Alpes-Maritimes pour la période étudiée⁸¹.

Des députés aux traits identiques à ceux de leurs collègues ?

- 53 Concernant les autres caractéristiques des députés relevées par Abel François et Emiliano Grossman sur l'ensemble de la période 1958-2007, elles sont similaires en France et dans les Alpes-Maritimes. L'âge moyen de la première élection comme député dans les Alpes-Maritimes est même sensiblement inférieur puisqu'il est de 49 ans⁸² contre 52 ans au plan national. Le nombre de mandats de députés est de 2,5 contre 2,4 au plan national. Enfin, les pratiques de cumuls sont aussi largement partagées dans les Alpes-Maritimes que dans le reste de la France⁸³. En effet, nous n'avons relevé qu'un seul député⁸⁴ n'ayant jamais eu d'autre mandat (Jean-Hugues Colonna). Deux autres députés furent élus sans avoir auparavant détenu de mandat. Il s'agit d'Éric Ciotti qui devint néanmoins par la suite adjoint au maire de Nice, puis président du Conseil départemental et de Muriel Marland-Militello qui exerça postérieurement à sa première élection des fonctions d'adjointe au maire de Nice. 27 députés sur 40 ont détenu ou détiennent un mandat de conseiller général. Pour la période étudiée, cinq présidents du département sur sept étaient députés⁸⁵. Les deux autres⁸⁶ étant eux sénateurs.
- 54 La plupart des maires des grandes villes⁸⁷ des Alpes-Maritimes (à l'exception notable de Grasse⁸⁸ et à un degré moindre Saint-Laurent-du-Var) ont été élus députés sous la V^e République. 25 députés sur 40 ont exercé des fonctions de maires et 10 ont été seulement adjoints au maire de grandes villes. Un a été conseiller municipal d'opposition (Max Gallo mais aussi membre de gouvernement) et un seul n'a jamais exercé de fonction municipale (Jérôme Rivière qui a été cependant conseiller régional).
- 55 Enfin, toujours pour la période étudiée, ce sont six députés⁸⁹ qui sont devenus ministres en cours de mandat (soit 15 %) sans compter les quatre⁹⁰ qui ont été membres de gouvernement soit en dehors de la période retenue soit une fois élus dans un autre département. Un député sur quatre élu dans les Alpes-Maritimes sous la V^e République

a ainsi exercé une fonction ministérielle, ce qui est très largement supérieur aux chiffres relevés au plan national.

- 56 Notre étude n'est certes pas aussi complète que celles menées notamment par Luc Roubaud et Abel François et Emiliano Grossman, mais elle laisse entrevoir que le député maralpin ne constitue pas un personnage si différent de ceux observés ailleurs en France. Alors que les stéréotypes et les idées reçues⁹¹ sont légion sur les élus des rives de la Méditerranée, on ne manquera pas de relever que la part des femmes députés est supérieure à celle observée à l'échelon national, mais aussi que les dynasties politiques mêmes si elles ne sont pas négligeables n'ont rien à envier à celles observées dans des régions plus septentrionales. Le fait marquant est peut-être à rechercher du côté du très fort enracinement à droite des élus dans les Alpes-Maritimes. Cette situation n'est pas nouvelle si on se rappelle des travaux de Jacques Basso⁹² mais elle est marquante par sa constante qui semble ignorer les alternances politiques. Il convient aussi de s'attarder sur le découpage de l'espace politique qui a imprégné les consciences politiques. Ce découpage, à la fois résultante de l'histoire mais aussi de la géographie, a des conséquences sur les choix des élus, leurs discours voire leurs pratiques politiques. Il définit un espace électoral permettant de tenir compte des spécificités locales de manière peut être plus fine que dans d'autres territoires.

ANNEXES

Annexe 1.

Liste des députés élus et dates d'élections (source Assemblée nationale)

Prénom	Nom	Sensibilité politique	Dates d'élections En gras les dates des élections partielles
André	ASCHIERI	DvG	1997
Emmanuel	AUBERT	D	1968-1973-1978-1981-1988-1993
Pierre	BACHELET	D	1988-1993
Virgile	BAREL	PC	1967-1968-1973
Jean-Paul	BARETY	D	1994
Marine	BRENIER	D	2016
Bernard	BROCHAND	D	2001-2002-2007-2012
Diomède	CATROUX	D	1962

Éric	CIOTTI	D	2007-2012
Paul	CLERICY	DvG	1967
Jean-Hugues	COLONNA	PS	1981
Édouard	CORNIGLION-MOLINIER	D	1962
Bernard	CORNUT-GENTILLE	D	1958-1962-1967-1973
Martine	DAUGREILH	D	1988
Charles	EHRMANN	D	1978-1988-1993-1997
Christian	ESTROSI	D	1988-1993-1997-2002-2007- 2008-2010 -2012
Gaston	FRANCO	D	1993
Max	GALLO	PS	1981
Charles Ange	GINESY	D	2005-2007-2009-2012
Olivier	GISCARD D'ESTAING	D	1968
Jean-Claude	GUIBAL	D	1997-2002-2007-2012
Fernand	ICART	D	1968-1973-1978
Jean	LEONETTI	D	1997-2002-2007-2012
Lionnel	LUCA	D	1997-2002-2007-2012
Muriel	MARLAND-MILITELLO	D	2002-2007
Jacqueline	MATHIEU-OBADIA	D	1998
Jacques	MEDECIN	D	1967-1968-1973-1978-1981
Jean	MEDECIN	D	1958
Pierre	MERLI	D	1988-1993
Louise	MOREAU	D	1978-1981-1988-1993-1997
Francis	PALMERO	D	1958-1962-1967
Pierre	PASQUINI	D	1958-1962
Jacques	PEYRAT	D	1997

Jérôme	RIVIERE	D	2002
Rudy	SALLES	D	1988-1993-1997-2002-2007-2012
Suzanne	SAUVAIGO	D	1988-1993
Pierre	SAUVAIGO	D	1973-1978-1981
Michèle	TABAROT	D	2002-2007-2012
Léon	TEISSEIRE	D	1958
Pierre	ZILLER	D	1958-1962-1967-1968

Annexe 2.

Liste des députés nommés en remplacement

Suppléant	Titulaire	Circonscription	Année	Motif
Fernand Icart	Édouard Corniglion-Molinier	3 ^e	1963	Décès
Louis Noilou	Pierre Ziller	6 ^e	1971	Décès
Pierre Bachelet	Pierre Sauvaigo	6 ^e	1983	Décès
Xavier Beck	Emmanuel Aubert	4 ^e	1995	Décès
Maxime Roustan	Bernard Cornut-Gentille	5 ^e	1959 à 1962	ministre de la France d'Outre-mer
Jacques Dumas-Lairolle	Fernand Icart	3 ^e	1977 à 1978	ministre de l'Équipement
Charles Ehrmann	Jacques Médecin	2 ^e	1976 à 1978	secrétaire d'État au Tourisme
Francis Giolitti	Max Gallo	1 ^{re}	1983 à 1986	porte-parole du gouvernement
Charles Ange Ginesy	Christian Estrosi	5 ^e	2005 à 2007	ministre délégué à l'Aménagement du territoire
Charles Ange Ginesy	Christian Estrosi	5 ^e	2007 à 2008	secrétaire d'État chargé de l'Outre-mer
Charles Ange Ginesy	Christian Estrosi	5 ^e	2009 à 2010	ministre chargé de l'Industrie

Michel Rossi	Jean Leonetti	7 ^e	2011 à 2012	ministre des Affaires européennes
--------------	---------------	----------------	-------------------	--------------------------------------

Annexe 3.

Lieu de naissance des députés

	Alpes- Maritimes	France métropolitaine	Ex colonies (Tunisie, Maroc et Algérie)	Étranger (Italie et Espagne)	Total Méditerranée	France hors Méditerranée	Total
Nombre	20	3	3	2	27	13	40
%	50 %	7,5 %	7,5 %	5 %	67,5 %	32,5 %	100 %

NOTES

1. « Loue la mer et reste sur la terre ».
2. Dionigi Albera, Maryline Crivello et Mohamed Tozy (dir), *Dictionnaire de la Méditerranée*, Arles, Actes Sud, 2016.
3. L'article 27 de la Constitution de la V^e République rappelle que « tout mandat impératif est nul ».
4. Michel Bottin, « Les évolutions institutionnelles du département des Alpes-Maritimes », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 77, 2008, p. 137-150.
5. Décret du 31 janvier 1793 : « La Convention nationale déclare, au nom du peuple français, qu'elle accepte le vœu librement émis par le peuple souverain du ci-devant comté de Nice dans ses assemblées primaires, et décrète, en conséquence, que le ci-devant comté de Nice fait partie intégrante de la République française ».
6. Article 2 du décret du 4 février 1793 : « Ce département aura le Var pour limite à l'Occident ; il comprendra toutes les communes qui sont à la rive gauche de ce fleuve, et tout le territoire qui composait l'ancien comté de Nice ».
7. Article premier du décret du 14 février 1793 : « La ci-devant principauté de Monaco est réunie au territoire de la République française, et fait partie du département des Alpes-Maritimes ». Il convient de noter de la Principauté de Monaco était alors composée de trois communes aujourd'hui distinctes : Monaco, Menton et Roquebrune-Cap-Martin.
8. Michel Derlange, « Nice sous la Révolution et l'Empire », dans Alain Ruggiero (dir), *Nouvelle histoire de Nice*, Toulouse, Éditions Privat, 2006, p. 141-154.
9. Paul Gonnet, *La réunion de Nice à la France*, Breil-sur-Roya, Éditions du Cabri, 2006.
10. Olivier Vernier « Le décret loi du 10 septembre 1926. La mort administrative de l'arrondissement de Puget-Théniers. Chronique impressionniste d'une mort annoncée », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 62, 2001, p. 121-134.
11. Ernest Hildesheimer, « Le traité de paix de 1947 et les territoires rattachés à la France », *Nice Historique*, 90^e année, n° 4, octobre-décembre 1987, p. 103-114.

12. Jean-Loup Fontana, « Franchir le Var », *Nice Historique*, octobre-décembre 2005, p. 288-292.
13. Michel Bottin, « Les Alpes-Maritimes sans frontières. Les leçons oubliées de Pierre Gioffredo », dans *Du comté de Nice aux Alpes-Maritimes. Les représentations d'un espace politique et culturel dans l'histoire*, Nice, Éditions Serre, 2000, p. 13-22.
14. André Compan, Gilbert Croué et André Dauphiné (dir.), *Alpes-Maritimes*, Paris, Bonneton, 1993, p. 8.
15. Christine Pina, « Présentation », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 77, 2008, p. 133-136.
16. À l'exception de l'ouvrage, mais déjà daté et lacunaire, d'André Compan, Gilbert Croué et André Dauphiné (dir.), *Alpes-Maritimes*, *op. cit.*
17. La revue *Recherches régionales* publiée depuis 1961 par les Archives départementales des Alpes-Maritimes constitue une source essentielle de compréhension de l'histoire des Alpes-Maritimes.
18. Yvan Gastaut, avec la collaboration de Jérémy Guedj, « Histoire de l'immigration en PACA aux XIX^e et XX^e siècles », *Hommes & Migrations*, n° 1278, 2009, p. 48-61.
19. Ralph Schor, Stéphane Mourlane et Yvan Gastaut, *Nice cosmopolite, 1860-2010*, Paris, Autrement, 2010.
20. Archives départementales des Alpes-Maritimes, *Trois siècles de tourisme dans les Alpes-Maritimes*, Milan, Silvana Editoriale, 2013.
21. Alain Callais, « La Côte d'Azur : une expression à histoire et géographie variables », *Recherches régionales*, n° 210, 2016, p. 6-19.
22. 16 communes sur les 163 du département.
23. INSEE, chiffres du recensement de la population.
24. René Duchac, « Le vieillissement rural dans les Alpes-Maritimes », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 24, 1982, p. 25-96.
25. INSEE analyses Provence Alpes Côte d'Azur, n° 13, avril 2015.
26. www.cotedazur-touriscope.com
27. Elisabeth Tripley, « Fêtes d'autrefois et fêtes d'aujourd'hui », dans André Compan, Gilbert Croué et André Dauphiné (dir.), *Alpes-Maritimes*, *op. cit.*, p. 233-247.
28. Archives départementales des Alpes-Maritimes, *Trois siècles de tourisme*, *op. cit.*
29. À la différence d'autres départements dont les évolutions de population n'ont pas rendu obligatoire l'application systématique de nouveaux découpages des circonscriptions.
30. Ordonnance n°58-945 du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale.
31. Loi n° 86-825 du 11 juillet 1986 relative à l'élection des députés et autorisant le gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales.
32. Ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés.
33. Le Conseil constitutionnel rappelle régulièrement ce principe d'égalité.
34. Jacques Peyrat, élu à cette occasion sur une liste Front National, le sera de nouveau en 1997 au suffrage majoritaire mais sous l'étiquette RPR, parti qu'il a rejoint après avoir quitté le FN et son élection comme maire de Nice élu sans étiquette en 1995 (sans le soutien alors du parti gaulliste qui lui avait préféré Jean-Paul Barety).
35. En application de l'article LO 176 du Code électoral.
36. Voir Annexe 1.
37. 1958, 1962, 1967, 1968, 1973, 1978, 1981.
38. 1988, 1993, 1997, 2002, 2007, 2012.

39. Annexe 2.
40. Maire de Nice à partir de 1928, député à partir de 1932.
41. Député en 1936 et en 1956. Président du Conseil général à la Libération.
42. Sénateur de 1948 à 1959.
43. Député du Maine-et-Loire de 1951 à 1955.
44. Maire d'Estaing dans l'Aveyron.
45. Ministre des Anciens combattants et des victimes de guerre de 1995 à 1997, il fut député-maire de l'Île-Rousse en Corse à plusieurs reprises à partir des années 1970 jusqu'au début des années 2000.
46. Luc Rouban, *Sociologie politique des députés de la Cinquième République, 1958-2007*, Paris, Cahiers du CEVIPOF, 2011.
47. Abel François et Emiliano Grossman, « Qui sont les députés français de la Cinquième République ? », La Vie des idées, 2011.
48. Nous mettons à part Édouard Corniglion-Molinier qui, né dans les Alpes-Maritimes, a commencé sa carrière politique, civile et militaire hors du territoire maralpin avant de se faire élire dans sa commune familiale de Roquebillière.
49. Jean-Hugues Colonna et Jean-Claude Guibal.
50. Jean Léonetti.
51. Emmanuel Aubert.
52. Suzanne Sauvaigo.
53. Pierre Pasquini.
54. Michèle Tabarot est née à Alicante où sa famille fortement impliquée en faveur de l'Algérie française avait trouvé refuge après l'indépendance de l'Algérie en 1962.
55. www.assemblee-nationale.fr
56. Virgile Barel était instituteur, Jean-Hugues Colonna professeur d'éducation physique et sportive, Max Gallo professeur d'histoire et André Aschieri professeur de mathématiques.
57. Son père Alexandre Médecin avait exercé des fonctions électives locales.
58. Leurs carrières parlementaires se chevaucheront au début des années 2000 ; le père siégeant au Palais du Luxembourg pendant que le fils était à l'Assemblée nationale.
59. Ernest Hildesheimer, « Léon Barety, 1883-1971 », *Nice Historique*, janvier-avril 1971, p. 1-3.
60. Jean et Jacques Médecin, Pierre et Suzanne Sauvaigo.
61. Les Abelin dans le Vienne, les Narquin-Bachelot dans le Maine et Loire, les Ceccaldi-Raynaud, dans les Hauts-de-Seine, les Grenet dans Pyrénées-Atlantiques pour ne parler que la V^e République et des filiations politiques à l'intérieur du même département.
62. Les familles Rocca-Serra, Zuccarelli et Giacobbi en Corse pour ne citer que le territoire le plus emblématique, mais on pourrait aussi parler des Masse, des Andrieux et des Joissains dans les Bouches-du-Rhône ou des Alduy à Perpignan.
63. Ce qui porterait à 20 % le nombre de députés ayant un ascendant ou descendant direct parlementaire.
64. *Nice-Matin*, le 16 mai 2016.
65. *L'Express*, le 27 juillet 2013 et *Nice-Matin*, le 18 octobre 2015.
66. *Le Monde*, le 16 mai 2006.
67. Son beau-père, Jean Sassone, est le suppléant de Gaston Franco et dans un document de campagne commun aux deux candidats on peut lire sous la signature de Christian Estrosi : « je vous demande du fond du cœur de vous mobiliser sans réserve

autour de mon ami Gaston Franco » et sous celle de ce dernier : « il n'est pas facile pour moi de prendre la relève dans cette cinquième circonscription de mon ami Christian Estrosi » (archives personnelles).

68. *Libération*, le 3 septembre 2011 et *Nice Matin*, le 9 novembre 2012.

69. Archives personnelles.

70. *Nice-Matin*, le 7 mars 2016.

71. 2^e circonscription. Jacques Médecin sera même son suppléant.

72. 3^e circonscription.

73. 5^e circonscription.

74. Robert Charvin, « Les obstacles à la mort d'une dynastie : la résistible chute de Jacques Médecin », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 62, 2001, p. 153-174.

75. Christian Estrosi était en effet devenu en décembre 2015 président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur et il souhaitait en sus de ce mandat conserver celui d'élu municipal et métropolitain.

76. *Nice-Matin*, le 5 avril 2016.

77. Le maire UDF du Cannet investi par le RPR Michèle Tabarot, celui de Grasse Jean-Pierre Leleux soutenu par Philippe de Villiers et le député sortant Pierre Bachelet (RPR) non investi.

78. Christophe Bellon, « La vie politique de 1946 à nos jours », dans Alain Ruggero (dir.), *Histoire de Cannes*, Toulouse, Éditions Privat, 2011, p. 225-240.

79. Dominique Olivesi, *Virgile Barel (1889-1979). De Riquier à la Crimée française*, Nice, Serre, 1996.

80. Hervé Barelli, « Les Niçois sont-ils de droite ? Essai de définition d'une identité politique », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 43, 1991, p. 69-86.

81. Joseph Martinetti, « Un département bleu... Azur, entre conservatisme et localisme », *Hérodote*, n° 113, 2004, p. 68-93.

82. En ne comptabilisant pas les députés ayant débuté leur carrière parlementaire sous la III^e ou la IV^e République.

83. L'instauration de l'interdiction du cumul du mandat de parlementaire avec un mandat d'exécutif local remettra sans doute très fortement en cause les pratiques politiques à compter de la XV^e législature.

84. Sans tenir compte de Diomède Catroux et Olivier Giscard d'Estaing, élus locaux dans d'autres départements.

85. Jean Médecin, Francis Palmero, Jacques Médecin, Christian Estrosi et Éric Ciotti.

86. Joseph Raybaud et Charles Ginesy.

87. Cannes, Le Cannet, Antibes, Cagnes sur Mer, Menton, Nice.

88. Pierre Ziller fut maire de 1947 à 1951.

89. Voir tableau en annexe 2.

90. Jean Médecin, Diomède Catroux, Edouard Corniglion-Molinier et Pierre Pasquini.

91. Christophe Bellon et Jean-Paul Pellegrinetti, « Introduction », *Parlement[s], revue d'histoire politique*, n° 7, 2011, p. 6-13.

92. Jacques Basso, *Les élections législatives dans le département des Alpes-Maritimes de 1860 à 1939*, Paris, LGDJ, 1968, et *id.*, *La tradition politique localiste dans les Alpes-Maritimes (1860-1968)*, Bordeaux, IEP, 1971.

RÉSUMÉS

Entre 1958 et 2016, 101 élections de 40 députés différents ont eu lieu dans le département des Alpes-Maritimes. Le nombre et les limites des circonscriptions législatives ont évolué elles à trois reprises. L'analyse des caractéristiques des députés élus lors des élections générales ou partielles montre un fort enracinement à droite mais aussi de grandes similitudes avec celles relevées pour l'ensemble des députés français élus pendant la même période. Peut-on alors réellement parler d'une spécificité méditerranéenne ?

Between 1958 and 2016, 101 elections took place for the nomination of 40 different members of Parliament in the Alpes-Maritimes *département*. The number and the boundaries of legislative constituencies changed three times over this period. The analysis of the characteristics of the members of Parliament elected at the general or partial elections shows a strong rooting on the right, but also great similarities with the characteristics noted for the other French members of Parliament elected during the same period. In this context, is it relevant to speak of a Mediterranean specificity?

INDEX

Keywords : gerrymandering, member of Parliament, Mediterranean, elections, republican Right

Mots-clés : découpage, député, Méditerranée, élections, droite républicaine

AUTEUR

BERTRAND GASIGLIA

Chercheur associé au Centre d'Études et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal (CERDACFF) à l'Université Côte d'Azur. Ses travaux portent notamment sur les conditions d'accès et d'exercice des fonctions électives. Il travaille sur les questions d'éligibilité et d'incompatibilité comme restrictions à la vie démocratique.